

Les centres de formalités des entreprises à Paris et dans la Région parisienne	532
Société de caution mutuelle des Conseils juridiques, COJURA (Bureau 1986-1987)	533
Centre d'études de droit européen de l'Université d'Urbina (Conseil d'administration)	533
Création d'un Centre d'étude des groupes d'entreprises en Belgique	534
50 ^e anniversaire de la fondation du Journal Juridique <i>La Ley</i>	534
Conférences, Congrès	535

26 FEB 1987

III. — *Société Holding.*

Validité. Convention de vote prohibée (non). Dissolution judiciaire pour justes motifs. Mécontentement entre associés. Rejet de la demande présentée par l'associé à l'origine des difficultés de fonctionnement, Paris, 1^{re} Ch. A, aud. sol.), 18 juin 1986, note Yves GUYON 422

IV. — *Fusion par absorption.*

Société à responsabilité limitée, absorbée. Apport d'un fonds de commerce. Régime propre aux cessions et apport de fonds de commerce. Application, non, Paris, 25^e Ch. B, 10 avril 1986, note Jean-Jacques DAIGRE 428

V. — *Activités réglementées exercées en société.*

Registre du commerce et des sociétés. Immatriculation. Société à responsabilité limitée. Optique. Lunetterie. Titulaire des diplômes requis. Responsable technique (oui). Gérant (non). Irrégularité. Radiation. Ordonnance du juge délégué à la surveillance du registre, Cass. com., 11 février 1986, note Yves CHAPUT 432

VI. — *Sociétés nationales.*

Nationalisations. Banque non cotée. Indemnisation. Demande de révision du montant arrêté par la Commission administrative d'évaluation, Cons. Etat, sect. cont., 16 avril 1986 (req. n^{os} 45.236 et 45.252), note Bernard SAINT-GIRONS 436

VII. — *Procédures collectives des faillites.*

Dirigeant de société. Caution des dettes sociales. Confusion des patrimoines, preuve non rapportée. Caractère répétitif des engagements de caution. Absence de la qualité de commerçant, Paris, 3^e Ch. B, 16 janvier 1986, Besançon 2^e Ch., 26 mars 1986, note Jean-Michel CALENDINI 445

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE :

Somm. Jurispr., par Yves GUYON 457

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- Les billets de trésorerie (art. 32, loi du 14 déc. 1985) : un instrument financier du nouveau marché, par Christian GAVALDA .. 357
- Quelques réflexions sur la fiscalité des capitaux propres des sociétés, par Jean-Pierre LE GALL 375
- Définition légale du contrôle d'une société en droit français, par Michel STORCK 385

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE :

I. — *Sociétés en général.*

- Acte de procédure. Dirigeant social. Défaut de pouvoir. Irrégularité de fond. Caractère d'ordre public (non). Société. Faillite. Règlement judiciaire. Liquidation des biens. Effets. Dessaisissement du débiteur. Portée. Appel du jugement reportant la date de cessation des paiements, Cass. com., 5 novembre 1985, note Bernard BOULOC 405

II. — *Sociétés anonymes.*

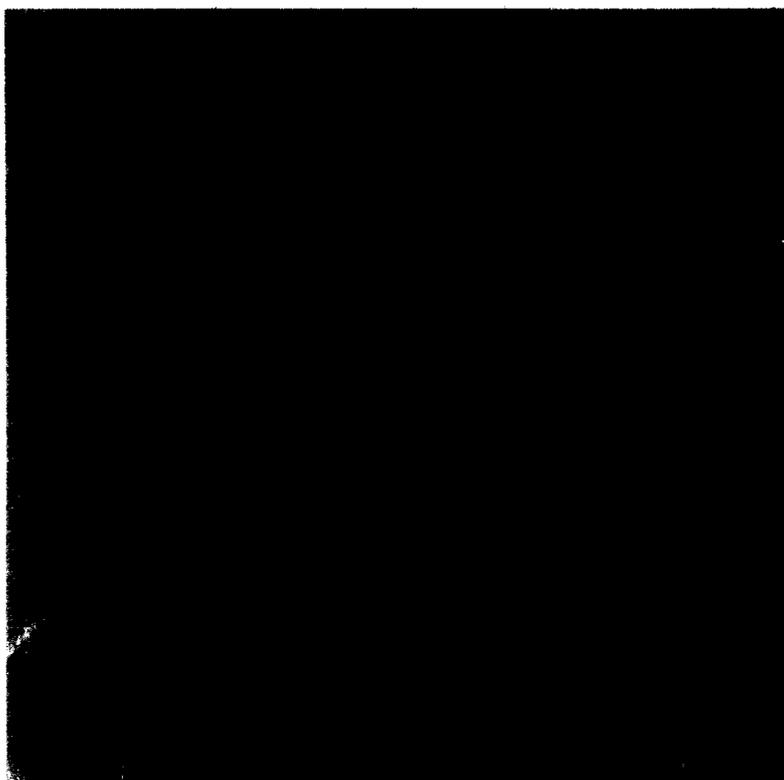
- Action en justice. Président du conseil d'administration. Limitation de ses pouvoirs par les statuts. Personne pouvant s'en prévaloir, Cass. civ., 2^e, 23 octobre 1985, note Bernard BOULOC 408
- Président du conseil de surveillance. Révocation par l'assemblée générale ordinaire sur proposition du directoire. Irrégularité des délibérations. Nullité. Préjudice. Réparation, Trib. com. de Paris, 14^e Ch., 26 mars 1985, note Jean GUYÉNOT 411

104^e année

N° 3 — Juillet-Septembre 1986

HERMEROTECA	
Sh	2
Volume	84
Table	

REVUE DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ